

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ
ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 5E RAPPORT POUR 2025**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	7
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	12
Annexe 1 - Projets annuels au titre du fonds regional de solidarite et daide aux familles.....	13
Annexe 2 - Mise en oeuvre de la convention de la Fédération Nationale Solidarité Femmes pour l'année 2026.....	20
Annexe 3 - Avenant a la convention biennale avec Becomtech.....	24
Annexe 4 - Correction d'une erreur matérielle.....	31
Annexe 5 - Soutien aux établissements d'hébergement destinés aux femmes en difficulté.....	34
Annexe 6- Soutien aux services et accueils de jours destines aux femmes en difficulté.....	43
Annexe 7 - Soutien aux innovations sociales.....	48

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport vise à mettre en oeuvre, en 2025, la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles, pour un montant d'affectation de **2 510 353,65€** en investissement et de **190 000€** en fonctionnement.

1. Mise en œuvre du fonds régional de solidarité et de soutien aux familles - Fonctionnement

1.1. Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

La Région Île-de-France agit en soutien des actions associatives en faveur de l'insertion sociale des franciliens en situation de précarité. Ainsi, elle promeut le déploiement d'outils numériques solidaires par le soutien aux associations Solinum et Entourage. Elle soutient également l'accès à la santé visuelle en vue de favoriser l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des franciliennes et franciliens précaires.

Le rapport a pour objet d'attribuer 3 subventions d'un montant total de **90 000€**.

Il est proposé d'abonder l'action 14200304 « fonds de solidarité et soutien aux familles » du chapitre 934 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous fonction 42 « action sociale », code fonctionnel 424 « personnes en difficulté », programme HP 424-003 (142003) « dispositif en faveur des personnes en situation précaire » à partir de l'action 14100301 « Île-de-France Prévention Santé Sida » du chapitre 934 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous fonction 41 « santé », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation à la santé », programme HP 412-003 (141003) « prévention et éducation à la santé » d'un montant de 21 469,00€ disponible sur le budget 2025.

1.2. Mise en oeuvre de la convention de la Fédération Nationale Solidarité Femmes

La Région a renouvelé en 2021 son partenariat avec la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) visant à mobiliser en faveur des femmes victimes de violences une partie des logements sociaux mis à sa disposition et non retenus par ses agents (délibération n°CP2021-057).

Dans le cadre de la convention partenariale 2021-2026, la Région a décidé de mettre à disposition 120 logements sociaux au minimum par an. Ce dispositif a ainsi permis de reloger près de 65 femmes victimes de violences et 112 enfants en 2024 au sein de 125 logements issus du contingent régional.

Pour la poursuite de ce projet, le rapport a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de **60 000 €**, au profit de l'accompagnement au logement de femmes en parcours de sortie de violences conjugales.

Cette opération relève de la politique régionale en faveur de l'accès au logement locatif social des femmes victimes de violences, conduite dans le cadre du Contrat de Plan État-Région 2021-2027 approuvé par délibération n°CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relatif à l'adoption du CPER.

En conséquence, il sera procédé à un transfert d'autorisations d'engagement d'un montant de 60 000 € disponibles à partir du chapitre 934 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous fonction 42 « action sociale », code fonctionnel 424 « personnes en difficulté », programme HP 424-003 (142003) « dispositif en faveur des personnes en situation

précaire », action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » vers le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme RE 424-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 542003046 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2025.

2. Egalité femmes-hommes et lutte contre les violences faites aux femmes

2.1. Avenant à la convention biennale avec l'association Becomtech

La Région a renouvelé en 2024 son partenariat avec l'association Becomtech, visant à déconstruire les stéréotypes liés à l'orientation et au monde professionnel, en valorisant les métiers et opportunités du numérique auprès des adolescentes de 14 à 17 ans.

Dans le cadre de la convention biennale 2025-2026, le partenariat s'articule autour du déploiement du programme « JUMP IN TECH » auprès des jeunes, de la promotion d'une orientation non-stéréotypée et de l'égalité des chances et des territoires.

Pour la poursuite de ce projet, le rapport a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de **40 000 €**, dans le cadre de la convention modifiée. L'avenant à la convention en cours d'exécution et la fiche projet vous sont présentés en annexe 3 à la délibération.

Cette affectation s'inscrit dans la politique régionale en matière d'égalité femmes-hommes conduite dans le cadre du Contrat de Plan État-Région 2021-2027 approuvé par délibération n°CR 2022-046 du 6 juillet 2022.

En conséquence, il sera procédé à un transfert d'autorisations d'engagement d'un montant de 40 000 € disponibles à partir du chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme HP348-003 « Projet de territoires Jeunesse et Développement social », action 13400305 « Jeunesse et promesse républicaine » vers le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme RE348-003 « Projet de territoires Jeunesse et Développement social », action 534003056 « Jeunesse et promesse républicaine » du budget 2025.

2.2. Correction d'une erreur matérielle sans incidence financière (dossier n° EX090046)

L'association « WE ARE SAFE PLACE » (dossier n° EX090046) a bénéficié d'une subvention de 8 000 € attribuée par délibération n° CP 2025-098 du 27 mars 2025 au titre dispositif « Egalité femmes-hommes et lutte contre les violences faites aux femmes ».

En raison d'une erreur matérielle, l'indication relative au taux d'intervention dans la fiche projet est à modifier. Le montant de la subvention reste inchangé. Il est donc proposé d'adopter la fiche-projet EX090046 modifiée en annexe 4 à la délibération.

3. Aide régionale aux projets en faveur des personnes en situation précaire – Investissement

3.1. Soutien aux établissements d'hébergement et aux services et accueils de jour destinés aux femmes en difficulté

Le rapport a pour objet d'attribuer 4 subventions d'un montant total de **1 383 140,65 €** en faveur de projets permettant la rénovation et l'aménagement d'établissements d'hébergement pour les femmes en grande précarité et victimes de violences avec ou sans enfants.

Les projets soutenus permettent aux franciliennes en situation de précarité de bénéficier d'une solution d'hébergement afin de les aider à accéder à des dispositifs de droit commun tout leur permettant de bénéficier d'un accompagnement social, administratif et de santé.

Ces opérations relèvent de la politique régionale en faveur des établissements et services conduite dans le cadre du Contrat de Plan État-Région 2021-2027 approuvé par délibération n°CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relatif à l'adoption du CPER.

En conséquence, il sera procédé à un transfert d'autorisations d'engagement d'un montant de 1 383 140,65 € disponibles à partir du chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme HP 424-007 « Aide aux femmes et aux familles », Action 14200701 « Aide aux femmes et aux familles » vers le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme RE 424-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 542007016 « Etablissements et services pour femmes en difficulté » au titre du budget 2025.

3.2. Soutien aux services et accueils de jour destinés aux femmes en difficulté

Le rapport a pour objet d'attribuer 2 subventions d'un montant total de **200 000 €** en faveur de projets permettant la rénovation et l'aménagement de services et d'accueils de jours pour les femmes en grande précarité et victimes de violences avec ou sans enfants.

Les projets soutenus permettent aux franciliennes en situation de précarité de bénéficier d'un accompagnement global tant social que juridique et administratif mais aussi pluridisciplinaire pour leur permettre de sortir sereinement de leur situation de violence.

Ces opérations relèvent de la politique régionale en faveur des établissements et services conduite dans le cadre du Contrat de Plan État-Région 2021-2027 approuvé par délibération n°CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relatif à l'adoption du CPER.

En conséquence, il sera procédé à un transfert d'autorisations d'engagement d'un montant de **200 000 €** disponibles à partir du chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme HP 424-007 « Aide aux femmes et aux familles », Action 14200701 « Aide aux femmes et aux familles » vers le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme RE 424-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 542007016 « Etablissements et services pour femmes en difficulté » au titre du budget 2025.

3.3. Dispositif innovant en faveur des personnes en situation précaire

Le rapport a pour objet d'attribuer 7 subventions, d'un montant total de **927 213 €** en faveur de projets socialement innovants dans l'objectif de répondre aux besoins des personnes en situation de précarité.

Les associations et communes soutenues développent des modalités d'accueil et d'accompagnement innovantes, que ce soit sur le volet de l'insertion sociale ou du déploiement d'une aide alimentaire. Elles adaptent les réponses organisationnelles et logistiques aux situations d'urgence sociale.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 5E RAPPORT POUR 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n°CR 08-16 modifiée du 18 février 2016, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

VU la délibération CP 2019-066 du 19 mars 2019 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 2ème rapport pour 2019 » ;

VU la délibération n°2021-057 du 21 janvier 2021 « Mise en œuvre de la politique régionale en d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 1er rapport pour 2021 » ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n°CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan Etat-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n°CP 2023-155 du 1er juin 2023 portant adoption de la charte « Diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2ème rapport 2023 » ;

VU la délibération n°CP 2024-074 du 28 mars 2024 « Jeunesse et promesse républicaine » ;

VU la délibération n°CP 2024-319 du 15 novembre 2024 « Jeunesse et promesse républicaine » modifiée ;

VU la délibération n°CP 2024-327 du 15 novembre 2024 « Mise en oeuvre de la politique régionale

en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 5e rapport pour 2024 » ;

VU la délibération n°CP2025-098 du 27 mars 2025 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles - 2e rapport pour 2025 » ;

VU la délibération n°CP 2025-131 du 19 juin 2025 « Jeunesse et promesse républicaine – 3^e rapport 2025 » » ;

VU le budget de la région Île-de-France 2025 ;

VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-300 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectation au titre du fonds régional de solidarité et de soutien aux familles

Décide de participer, au titre du dispositif « Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles » au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de trois subventions d'un montant maximum prévisionnel de **90 000€**.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type Action Sociale et Santé en fonctionnement adoptée par délibération n°CP2024- 327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **90 000€** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme HP 424-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2025.

Article 2 : Affectation de soutien à la Fédération Nationale Solidarité Femmes

Décide de participer, au titre du « Fonds régional de soutien et de solidarité aux familles », au financement du soutien annuel du projet d'accompagnement des femmes victimes de violences vers un relogement durable par la FNSF présenté en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **60 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **60 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme RE424-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 542003046 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2025.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, Volet 6 « égalité entre les femmes et les hommes », sous-volet 63 « Sécurité des femmes dans l'espace public et accueil des femmes victimes de violences », projet 6305 « Accès logement locatif social des femmes victimes de violences ».

Article 3 : Affectation annuelle au titre de la convention biennale avec l'association Becomtech

Décide de participer au titre du dispositif « Egalité femmes-hommes et lutte contre les violences faites aux femmes », au financement de l'association « Becomtech », pour la mise en place du projet détaillé en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **40 000 €**.

Approuve l'avenant à la convention de grand partenaire, présenté en annexe 3 à la présente délibération, à passer avec l'association « Becomtech ».

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant susmentionné et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **40 000 €** disponible sur le sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme RE348-003 « Projet de territoires Jeunesse et Développement social », action 534003056 « Jeunesse et promesse républicaine » du budget 2025.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 6 « égalité entre les femmes et les hommes », sous-volet 63 « Sécurité des femmes dans l'espace public et accueil des femmes victimes de violence » volet CPER égalité, projet 6301 « Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants et égalité femmes-hommes ».

Article 4 : Correction d'une erreur matérielle (dossier n° EX090046)

Modifie le taux d'intervention régional du projet soutenu par la subvention attribuée par délibération n° CP 2025-098 du 27 mars 2025 à l'association « WE ARE SAFE PLACE » (dossier n° EX090046) au titre du dispositif « Egalité femmes-hommes et lutte contre les violences faites aux femmes », tel que présenté dans la fiche-projet jointe en annexe 4 à la présente délibération. Le montant de la subvention reste inchangé.

Article 5 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif de soutien à l'hébergement, destinés aux femmes en difficulté

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 5 de la présente délibération par l'attribution de quatre subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 383 140,65€**.

Subordonne le versement de ces subventions d'investissement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type Action Sociale et Santé en investissement adoptée par délibération n°CP2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 383 140,65€** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme RE 424-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 542007016 « Aide aux femmes et aux familles » au titre du budget 2025.

L'affectation relève du CPER 2021-2027, Volet 6 « égalité entre les femmes et les hommes », sous-volet 63 « Sécurité des femmes dans l'espace public et accueil des femmes victimes de violence », projet 6304 « Etablissements et services pour femmes en difficultés ».

Article 6 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif de soutien aux services et accueils de jour destinés aux femmes en difficulté

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 6 de la présente délibération par l'attribution de deux subventions d'un montant maximum prévisionnel de **200 000€**.

Subordonne le versement de ces subventions d'investissement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type Action Sociale et Santé en investissement adoptée par délibération n°CP2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **200 000€** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme RE 424-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 542007016 « Aide aux femmes et aux familles » au titre du budget 2025.

L'affectation relève du CPER 2021-2027, Volet 6 « égalité entre les femmes et les hommes », sous-volet 63 « Sécurité des femmes dans l'espace public et accueil des femmes victimes de violence », projet 6304 « Etablissements et services pour femmes en difficultés ».

Article 7 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Soutien aux Innovations sociales

Décide de participer, au titre du « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement des projets détaillés en annexe 7 à la présente délibération par l'attribution de 7 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **927 213€**.

Subordonne le versement de ces subventions d'investissement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type Action Sociale et Santé en investissement adoptée par délibération n°CP2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **927 213€** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme HP 424-007 « Aide aux femmes et aux familles », Action 14200701 « Aide aux femmes et aux familles » au titre du budget 2025.

Article 8 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Projets annuels au titre du fonds regional de solidarite et daide aux familles

DOSSIER N° EX089759 - Soutien à la santé visuelle des personnes en situation de précarité

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	110 000,00 € TTC	18,18 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VISION SOLIDARITE

Adresse administrative : 9 AV EDOUARD HERRIOT
91440 BURES SUR YVETTE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jean-Paul ROOSEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la santé visuelle des personnes en situation de précarité

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet de l'association Vision Solidarité permet un accès à la santé visuelle et aux lunettes auprès de 1400 personnes en situation de précarité : les lunettes seront neuves, gratuites et à la vue.

Cela contribue, pour les bénéficiaires franciliens, à l'augmentation des chances de s'insérer dans le système éducatif ou professionnel et de lever un frein face à la perte d'autonomie et l'exclusion sociale liée à la déficience visuelle.

L'aspect innovant du projet se caractérise par une volonté commune des différents professionnels de la vision (opticien-optométristes, opticiens, ophtalmologistes et orthoptistes) de mettre en place une solution concrète afin de donner accès à la santé visuelle et aux lunettes pour les personnes en situation de précarité ne pouvant bénéficier de l'absence de reste à charge du 100% santé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS
- PROVINS
- BURES-SUR-YVETTE
- CLICHY-SOUS-BOIS
- LES ULIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	9 920,00	9,02%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	22 580,00	20,53%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	65 900,00	59,91%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	3 450,00	3,14%
Déplacements, missions et réceptions - Fonctionnement	8 000,00	7,27%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités, non éligibles) - Fonctionnement	150,00	0,14%
Total	110 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 000,00	18,18%
Département (Paris)	15 000,00	13,64%
Commune et groupement de collectivités (Bures-Sur-Yvette, Mantes-la-Jolie, Clichy-Sous-Bois)	3 700,00	3,36%
Ministère (ARS)	20 000,00	18,18%
Campagne de dons particuliers	8 300,00	7,55%
Mécénat (Grand Vision, SILMO)	28 000,00	25,45%
Fondation Ecoute et Voir	15 000,00	13,64%
Total	110 000,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097923 - Soutien à l'orientation sociale des franciliens précaires par l'utilisation du Soliguide

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	389 593,00 € TTC	7,70 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLINUM

Adresse administrative : 16 PLACE DES QUINCONCES
33000 BORDEAUX

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Didier JAUBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'orientation sociale des franciliens précaires par l'utilisation du Soliguide

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Soliguide est une cartographie numérique de l'action sociale, permettant d'orienter et de favoriser l'accès aux droits. L'outil référence tous les lieux et services s'adressant aux personnes en situation de précarité : alimentation, hygiène, accueil, permanences juridiques, cours de français, entre autres.

Au total, en Île-de-France, ce sont plus de 8800 lieux solidaires référencés et, en 2024, plus de 1,5 million de recherches effectuées sur l'outil.

Le projet vise à renforcer la diffusion et la bonne appropriation de Soliguide par l'ensemble des professionnels et bénévoles qui accueillent, écoutent et orientent les personnes en situation de précarité. Il inclut également la finalisation de la cartographie des lieux et services utiles en Île-de-France, en particulier dans les territoires de grande couronne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2026

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	234,00	0,06%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	45 255,00	11,62%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	12 173,00	3,12%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	294 077,00	75,48%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	12 701,00	3,26%
Déplacements, missions et réceptions - Fonctionnement	14 872,00	3,82%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités, non éligibles) - Fonctionnement	10 281,00	2,64%
Total	389 593,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	7,70%
Département (77,78,91 et 92)	70 000,00	17,97%
Commune et groupement de collectivités (Montrouge, Paris, Paris-Est-MARne et Bois))	64 500,00	16,56%
Ministère (DDETS 77, 91, 78, DRIHL 92,93 et 94)	186 000,00	47,74%
Organismes sociaux (CPAM 77, CAF77, CAF92, CPAM 78)	20 000,00	5,13%
Aide privée (Fondation Léon Grosse)	19 093,00	4,90%
Total	389 593,00	100,00 %

DOSSIER N° EX098197 - Soutien en faveur des actions d'Entourage pour les personnes isolées et précaires

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	182 073,00 € TTC	21,97 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTOURAGE

Adresse administrative : 10 RUE MAURICE GRIMAUD
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jean-Marc POTDEVIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien en faveur des actions d'Entourage pour les personnes isolées et précaires

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 31 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association Entourage agit pour créer un écosystème solidaire permettant aux personnes en situation de précarité de se remobiliser dans une dynamique d'insertion, en favorisant les rencontres en mixité sociale. Pour cela, l'association mobilise différents acteurs : personnes en situation de précarité, associations, entreprises et particuliers engagés.

Pour favoriser le réengagement et le fonctionnement exponentiel des actions proposées, il s'agit d'outiller les acteurs. En 2026, l'association vise une augmentation du nombre de bénévoles, la création de nouvelles missions et le développement des programmes de formation et de sensibilisation des franciliens à la grande précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2026

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	505,00	0,28%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	23 581,00	12,95%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	10 040,00	5,51%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	113 125,00	62,13%
Déplacements, missions et réceptions - Fonctionnement	8 710,00	4,78%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités, non éligibles) - Fonctionnement	3 622,00	1,99%
Autres dépenses de fonctionnement (rémunération intermédiaires et honoraires, services bancaires, autres charges de fonctionnement)	22 490,00	12,35%
Total	182 073,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	40 000,00	21,97%
Commune et groupement de collectivités (Paris)	40 000,00	21,97%
Aide privée (AG2R la Mondiale, Fondation BNP Paribas)	102 073,00	56,06%
Total	182 073,00	100,00 %

Annexe 2 - Mise en oeuvre de la convention de la Fédération Nationale Solidarité Femmes pour l'année 2026

DOSSIER N° EX098260 - Mise en œuvre 2026 de la convention de partenariat FNSF-Région

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-542003-300

Action : 542003046- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	214 131,00 € TTC	28,02 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FNSF FEDERATION NATIONALE
SOLIDARITE FEMMES
Adresse administrative : 75 BOULEVARD MACDONALD
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Eeva KATZ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre de la convention de partenariat FNSF-Région pour l'année 2026

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Un dispositif partenarial a été mis en place en 2009 entre la Région Île-de-France et la FNSF pour faciliter le relogement des femmes victimes de violences. Ce projet s'est poursuivi depuis et a fait l'objet de plusieurs conventions pluriannuelles dont la dernière concerne les années 2021 à 2026. Pour assurer la diffusion d'au minimum 120 offres par an de logements rétrocédés par la Région Île-de-France, la FNSF a mis en place une plateforme numérique spécifique pour le relogement des femmes victimes de violences suivies dans ses 14 associations franciliennes.

La subvention pour l'année 2026 permettra notamment:

- de poursuivre l'activité actuelle sur la plateforme et en assurer la maintenance et la mise à jour
- d'assurer le relogement de plus de 200 femmes et enfants dont 5 familles avec une situation de handicap
- de traiter plus de 500 candidatures par an sur la plateforme

- d'organiser et animer 3 réunions par an avec les associations Franciliennes du réseau Solidarité Femmes
- de former 25 professionnels par an des associations Franciliennes du réseau Solidarité Femmes à l'utilisation de la plateforme
- d'organiser des webinaires sur la constitution de dossiers de demande de logement social
- de poursuivre les partenariats avec les bailleurs en Île-de-France et former les bailleurs sociaux sur les violences conjugales.

Ce projet bénéficiera à plus de 500 franciliennes victimes de violences.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES/Accès logement locatif social des femmes victimes de violences

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2026

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	3 745,00	1,75%
Services extérieurs (locations, charges locatives et de copropriété, entretien et réparation, assurance) - Fonctionnement	17 647,00	8,24%
Communication, publications, relations publiques, documentation - Fonctionnement	1 220,00	0,57%
Rémunérations du personnel (cotisations et charges sociales et de personnel comprises) - Fonctionnement	169 785,00	79,29%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	3 082,00	1,44%
Déplacements, missions et réceptions - Fonctionnement	2 836,00	1,32%
Impôts et taxes liés au projet (sur rémunération, autres) - Fonctionnement	14 689,00	6,86%
Frais postaux et de télécommunications, licences informatiques, autres - Fonctionnement	1 127,00	0,53%
Total	214 131,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	60 000,00	28,02%
Ministère (DGCS, Logement et habitat)	115 733,00	54,05%
Aide privée (Action Logement, aide privée)	36 898,00	17,23%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service)	1 500,00	0,70%
Total	214 131,00	100,00 %

Annexe 3 - Avenant a la convention biennale avec Becomtech

**Avenant à la Convention biennale 2024-2025
Entre la Région Île-de-France et l'association Becomtech**

Avenant n°1 à la convention N°CP2024-319

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,

Représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-300 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : BECOMTECH
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 828120436 00013

Code APE : 94.99Z

dont le siège social est situé au : 7 BIS RUE RIQUET 75019 PARIS

ayant pour représentant : Marine SOROKO, Présidente

ci-après dénommé « Becomtech »

d'autre part,

PREAMBULE :

Une convention biennale entre la Région et Becomtech pour la période 2024-2025 a été votée par la délibération de la Commission permanente n°CP 2024-319 du 15 novembre 2024.

Le présent avenant a pour objet de décider de l'engagement financier de la Région pour l'année 2025, conformément à l'article 4 de la convention.

Par ailleurs, cet avenant vise à prendre en compte les nouvelles mesures d'obligations relatives à la publication d'offre de stage(s) ou d'alternance(s).

ARTICLE 1 - ENGAGEMENT FINANCIER DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE POUR L'ANNEE 2025

Par le présent avenant, conformément à la délibération n° CP 2024-319 du 15 novembre 2024, le montant maximum de la subvention pour la 2ème année du programme biennal s'élève à 40 000 € représentant 10,12% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 395 330 €.

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

Le plan de financement prévisionnel, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée ' fiche projet ' du présent avenant. '

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S) »

L'alinéa 1er de l'article 2.4 de la convention initiale n° EX097661 est modifiée comme suit « Le bénéficiaire s'engage à publier 2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr/>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme. »

L'alinéa 3 de l'article 3.2.3 de la convention initiale est également modifié comme suit « Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
- l'attestation de publication d'offre de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr/>.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire. Le commencement d'exécution est réputé constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de la deuxième année de programme subventionné.

Il expire au plus tard après le versement du solde de la subvention ou, à défaut, à

l'expiration des délais de caducité figurant à l'article 3.1 de la convention initiale.

ARTICLE 4 : MODIFICATIONS DES TERMES DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les stipulations de la convention biennale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale adoptée par délibération CP N°2024-319 du 15 novembre 2024 et le présent avenant ainsi que les annexes dénommées 'fiche projet '

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
BECOMTECH
Madame Marine SOROKO, Présidente

Commission permanente du 20 novembre 2025 - CP2025-300

**DOSSIER N° EX097661 - Déploiement du projet JUMP IN TECH en Île-de-France
(Année 2)**

Dispositif : Egalité femmes-hommes et lutte contre les violences faites aux femmes (n° 00001342)

Délibération Cadre : CP2024-074 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 933-348-65748-534003-300

Action : 534003056- Jeunesse et promesse républicaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Egalité femmes-hommes et lutte contre les violences faites aux femmes	395 330,00 € TTC	10,12 %	40 000,00 €
Montant total de la subvention			40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BECOMTECH

Adresse administrative : 7 BIS RUE RIQUET
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marine SOROKO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : déployer le programme Jump in tech en Île-de-France

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

JUMP IN TECH est un programme innovant qui permet aux participantes d'être actrices de leur apprentissage et qui associe initiation intensive aux sciences de l'informatique, à des rencontres avec des professionnelles de l'industrie informatique, ainsi que des visites en entreprises et dans des lieux de formation et d'innovation numérique. La mise en oeuvre du projet se déroule en 3 phases :

1/ Sensibilisation : interventions dans les établissements scolaires et les structures jeunesse pour sensibiliser 1450 filles entre 14 et 17 ans, à la mixité des métiers, à l'intérêt et à l'exploration des filières techniques du numérique.

2/ Parcours d'ateliers : formation intensive gratuite organisée pour 4 promotions en présentiel (plus de 120h d'ateliers organisés sur 4 semaines) et une promotion en ligne (plus

de 40h d'ateliers organisés sur 2 semaines) au bénéfice de 68 filles entre 14 et 17 ans et accompagnées par 10 formateurs experts en programmation informatique et en communication digitale. Les ateliers se déroulent pendant l'été et s'articulent autour de 3 axes : l'acquisition de compétences techniques et transversales (code, marketing digital, graphisme, prise de parole en public etc.) ; la rencontre et la découverte des métiers du numérique et la gestion de projets.

3/ Girls Camp : restitution par les apprenantes de leurs expériences JUMP IN TECH et des projets réalisés, devant les partenaires du projet, la communauté BECOMTECH et l'entourage des filles. Cette cérémonie de clôture, organisée sur une demi-journée et animée par les participantes, est l'occasion de valoriser les compétences acquises par les filles et de marquer leur entrée dans la communauté des Ambassadrices BECOMTECH.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES/Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants et égalité femmes-hommes

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2026

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés matières et fournitures	8 338,00	2,11%
EDF, autres fournitures	369,00	0,09%
Locations	34 995,00	8,85%
Charges locatives	6 006,00	1,52%
Documentation générale et technique	259,00	0,07%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	46 038,00	11,65%
Publicité, Publications, Relations publiques	3 772,00	0,95%
Transports, déplacements et missions	34 599,00	8,75%
Frais postaux et télécommunications	4 725,00	1,20%
Rémunérations du personnel	187 978,00	47,55%
Charges sociales et frais de personnel	68 251,00	17,26%
Total	395 330,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	40 000,00	10,12%
Région Ile-de-France	40 000,00	10,12%
Département des Yvelines	7 000,00	1,77%
Ministère de l'Education nationale	20 000,00	5,06%
Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche	35 000,00	8,85%
FONJEP	7 107,00	1,80%
Préfecture de Paris	3 000,00	0,76%
Préfecture des Yvelines	8 000,00	2,02%
Préfecture du Val-de-Marne	6 000,00	1,52%
Préfecture du Val d'Oise	5 000,00	1,26%
Ville de Paris	22 000,00	5,56%
Grand Paris Sud Est Avenir	8 000,00	2,02%
Grand Paris Seine et Oise	12 000,00	3,04%
Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise	5 000,00	1,26%
Fil Fondation	15 000,00	3,79%
Fondation Horizon	2 900,00	0,73%
Salesforce Fondation	30 000,00	7,59%
OKTA Tides Fondation	9 780,00	2,47%
Fondation Lenovo	4 793,00	1,21%
Fondation RAJA	5 000,00	1,26%
Fondation QONTO	3 750,00	0,95%
Fondation CHANEL	93 500,00	23,65%
Fondation RATP	12 500,00	3,16%
Total	395 330,00	100,00 %

Annexe 4 - Correction d'une erreur matérielle

DOSSIER N° EX090046 - "ALL SAFE" : Déconstruction des stéréotypes sexistes

Dispositif : Egalité femmes-hommes et lutte contre les violences faites aux femmes (n° 00001342)

Délibération Cadre : CP2024-074 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 933-348-65748-134003-300

Action : 13400305- Jeunesse et promesse républicaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Egalité femmes-hommes et lutte contre les violences faites aux femmes	41 410,00 € HT	19,32 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : WE ARE SAFE PLACE
Adresse administrative : 70 RUE DE BELLEVILLE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Lisa DAYAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : déconstruire des stéréotypes sexistes

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à améliorer la compréhension des discriminations et des violences à travers une série d'actions innovantes et pluridisciplinaires regroupées en trois axes. Le programme "Jeunesse", destiné aux adolescents, propose des ateliers de prévention dans plusieurs établissements d'Île-de-France, où des bénévoles formés aborderont des thématiques telles que le consentement, le cyberharcèlement, la pornographie, la protection contre les IST et les stéréotypes de genre. Le programme "Jeunes adultes" organisera des événements gratuits sur les enjeux féministes, incluant des tables rondes, des ateliers créatifs et des séances de développement personnel dans des lieux partenaires comme la Montgolfière, le Théâtre de la Concorde et le Carreau du Temple, permettant d'explorer divers aspects des violences et inégalités. Enfin, la production de contenus, incluant un podcast et deux vidéos, visera à toucher un large public, avec la diffusion d'un documentaire lors des événements.

2 000 bénéficiaires directs sont estimés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés matières et fournitures	700,00	1,69%
EDF, autres fournitures	400,00	0,97%
Locations	3 200,00	7,73%
Charges locatives	150,00	0,36%
Documentation générale et technique	1 000,00	2,41%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	19 500,00	47,09%
Publicité, Publications, Relations publiques	8 860,00	21,40%
Transports - déplacements - missions	5 300,00	12,80%
Rémunérations du personnel	2 000,00	4,83%
Fournitures administratives	300,00	0,72%
Total	41 410,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	11 110,00	26,83%
DRAJES	3 800,00	9,18%
Région Ile-de-France	8 000,00	19,32%
Ville de Paris	10 000,00	24,15%
Fondation Moleskine	5 000,00	12,07%
DILCRAH	3 500,00	8,45%
Total	41 410,00	100,00%

Annexe 5 - Soutien aux établissements d'hébergement destinés aux femmes en difficulté

DOSSIER N° EX092559 - Hébergement - Création d'une résidence sociale de 12 places pour l'hébergement des femmes victimes de violence - Sainte-Genviève-des-Bois (91)

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté (n° 00000695)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-542007-300

Action : 542007016- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	1 681 279,94 € HT	18,13 %	304 754,65 €
Montant total de la subvention			304 754,65 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : M ET M ASSOCIATION MONDE EN MARGE MONDE EN MARCHE
Adresse administrative : 22 RUE DE LORMOY
91310 LONGPONT-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alexandre FACCHIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la création d'une résidence sociale de 12 places pour l'hébergement des femmes victimes de violence à Sainte-Genviève-des-Bois

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 30 juin 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association Monde en Marge Monde en Marche a pour but la réinsertion par le logement et ou le travail des personnes en difficulté.

Le projet consiste en la réhabilitation d'une maison existante en 4 logements et la construction d'un bâtiment d'habitation de 8 logements à Sainte-Geneviève-des-Bois (91). La résidence de 12 places au total accueillera prioritairement des femmes victimes de violences conjugales avec ou sans enfants présentant majoritairement des difficultés sociales et ou économiques. Un accompagnement social et à l'accès aux droits sera proposé par les travailleurs sociaux de l'association et en lien avec le CCAS.

Les contrats d'hébergement des femmes sont d'un mois renouvelables tacitement jusqu'à que l'accompagnement social proposé permette à la femme hébergée de bénéficier d'un relogement dans un dispositif de droit commun. Le projet permettra d'accompagner simultanément 12 franciliennes victimes de violence et en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Charge foncière 30% de la dépense : 333 100€ HT dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 300.000€ = 99 930€ maximum

Travaux et honoraires : 30% dans la limite de (12 places x 16 500€) = 198 000€ maximum

Equipement : 30% dans la limite de (12 places x 1 000€) = 6 824,65€ maximum

Subvention maximale totale : 304 754,65€

L'association récupère partiellement la TVA pour ce projet

Localisation géographique :

- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES/Etablissements et services pour femmes en difficultés

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2026

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	333 100,00	19,81%
Travaux et charges afférentes	1 325 431,12	78,83%
Equipements	22 748,82	1,35%
Total	1 681 279,94	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	304 754,65	18,13%
Subvention Commune	60 000,00	3,57%
Subvention Ministère (PLAI adapté...)	706 000,00	41,99%
Fonds propres	410 525,29	24,42%
Emprunt	200 000,00	11,90%
Total	1 681 279,94	100,00 %

DOSSIER N° EX096956 - Hébergement - Création de 4 logements temporaires pour des femmes victimes de violence - Villemoisson-sur-Orge (91)

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté (n° 00000695)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-542007-300

Action : 542007016- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	633 840,00 € HT	23,49 %	148 886,00 €
	Montant total de la subvention		148 886,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES

Adresse administrative : 3 RUE LOUISE THULIEZ
75019 PARIS

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Madame Vanina MERCURY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de 4 logements temporaires pour des femmes victimes de violence à Villemoisson-sur-Orge

Dates prévisionnelles : 22 juillet 2025 - 1 juin 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet a pour but de financer l'achat et les travaux d'une grande maison permettant de créer 4 logements sociaux temporaires (4 places) à destination de femmes victimes de violence et en précarité à Villemoisson-sur-Orge. Un accompagnement social de ces franciliennes sera proposé en lien avec des associations partenaires spécialisées en parallèle de la solution d'hébergement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

- Charge foncière 30% de la dépense : 276 220€ HT dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 300.000€ maximum = 82 866€ maximum

- Travaux et honoraires : 30% dans la limite de (4 places x 16 500€) = 66 000€ maximum

Subvention totale maximum : 148 866€

La structure récupère partiellement la TVA.

Localisation géographique :

- VILLEMORISON-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES/Etablissements et services pour femmes en difficultés

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	232 000,00	36,60%
Travaux, études, honoraires et charges afférentes	401 840,00	63,40%
Total	633 840,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	148 886,00	23,49%
Subvention Commune	40 000,00	6,31%
Subvention Ministère (DRIHL)	214 000,00	33,76%
Fonds propres	9 116,00	1,44%
Emprunt	130 000,00	20,51%
Fonds privés (Fondation Abbé Pierre, Action Logement)	91 838,00	14,49%
Total	633 840,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097413 - Hébergement - Réhabilitation de deux pavillons pour l'hébergement des femmes victimes de violences à Bures sur Yvette (91)

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté (n° 00000695)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-542007-300

Action : 542007016- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	1 281 768,00 € TTC	19,31 %	247 500,00 €
Montant total de la subvention			247 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPPELIA

Adresse administrative : LES BUISSONNETS 72 ROUTE CHARTRES
91440 BURES SUR YVETTE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jean-Pierre COUTERON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation de deux pavillons pour l'accueil et l'hébergement des femmes victimes de violences à Bures sur Yvette

Dates prévisionnelles : 7 avril 2025 - 5 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le CHRS Oppelia Les Buissonnets a pour projet d'individualiser l'hébergement de chaque famille afin que les femmes victimes de violences et leurs enfants puissent avoir leur intimité et être autonomes. Cela permettra de leur offrir un environnement plus sécurisé, propice à la reconstruction et à la préparation à un parcours d'insertion durable. Les espaces de vie actuellement collectifs seront donc individualisés dans des studios autonomes intégrant salle d'eau et kitchenette sans réduire le nombre de places (15 places). L'objectif est également de créer des espaces de convivialité dans chaque pavillon.

En parallèle, l'activité d'hébergement pourra être maintenue grâce à l'installation des modules provisoires et, si nécessaire, un recours à des solutions en diffus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Travaux et honoraires : 30% de 1 281 768€ dans la limite de (15 placesx16 500€) = 247

500€ maximum

Localisation géographique :

- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES/Etablissements et services pour femmes en difficultés

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux, études, honoraires et charges afférentes	1 281 768,00	100,00 %
Total	1 281 768,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	247 500,00	19,31%
Subvention Ministère	531 449,00	41,46%
Fonds propres	502 819,00	39,23%
Total	1 281 768,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097884 - Hébergement - Création d'un centre de rebonds de 28 places d'hébergement pour les femmes victimes de violences en milieu rural - Bray-et-Lû (95)

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté (n° 00000695)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-542007-300

Action : 542007016- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	2 640 559,01 € TTC	25,83 %	682 000,00 €
	Montant total de la subvention		682 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MOULIN DE PONT RU

Adresse administrative : 2 MOULIN DE PONT-RU
95710 BRAY ET LU

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame CHRISTIANE NICOLAS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un centre de rebonds de 28 places d'hébergement pour les femmes victimes de violences en milieu rural à Bray-et-Lû

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 1 septembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'objectif général du centre de rebonds est d'accueillir et d'accompagner des femmes et enfants victimes de violences vers la reconstruction et l'insertion socio-professionnelle.

Cet objectif se décline en trois axes :

- Hébergement : proposer 28 places pour des femmes avec ou sans enfants.
- Accompagnement global : soutenir chaque année environ 220 femmes et enfants sur les plans psychologique, médical, social et juridique.
- Insertion professionnelle : former et accompagner 50 femmes par an vers l'emploi.

La subvention a vocation à venir soutenir le déploiement des 28 places d'hébergement.

Les femmes sont orientées vers le centre par des partenaires prescripteurs en Île-de-France. L'entrée est précédée d'un pré-parcours d'intégration comprenant :

- un travail sur le projet personnel et les objectifs du séjour, via des entretiens avec l'équipe

pluridisciplinaire ;

- une participation à un séjour de ressourcement au Moulin de Pont Rû, permettant de vérifier l'adéquation avec les valeurs et le projet de la structure.

Les parcours, à destination des franciliennes victimes de violences en milieu rural, durent dix mois, de septembre à juin, en journée du lundi au vendredi. Ils combinent accompagnement individuel et activités collectives.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Charge foncière 30% de la dépense : 640 000€ dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 300.000€ = 192 000€ maximum

Travaux, études et honoraires : 30% dans la limite de (28 placesx16 500€) = 462 000 maximum

Equipement : 30% dans la limite de (28 placesx1 000€) = 28000€ maximum

Donc subvention maximum = 682 000€

Localisation géographique :

- BRAY-ET-LU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES/Etablissements et services pour femmes en difficultés

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	640 000,00	24,24%
Travaux et charges afférentes	1 890 780,02	71,61%
Equipements	109 778,99	4,16%
Total	2 640 559,01	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	682 000,00	25,83%
Subvention Département	300 000,00	11,36%
Subvention Intercommunalité EPCI	150 000,00	5,68%
Fonds propres	108 559,01	4,11%
Aide privée (Fonds l'Oréal, Covéa, RTE, RAJA Danielle Marcovicchi)	400 000,00	15,15%
Emprunt	1 000 000,00	37,87%
Total	2 640 559,01	100,00 %

Annexe 6- Soutien aux services et accueils de jours destines aux femmes en difficulté

DOSSIER N° EX096957 - Accueil de jour - Création d'un Lieu d'Écoute d'Accueil et d'Orientation pour femmes victimes de violence en ruralité à Etampes (91)

Dispositif : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté (n° 00000711)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-542007-300

Action : 542007016- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	1 220 805,00 € TTC	8,19 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEA SOLIDARITE FEMMES

Adresse administrative : 21 RUE D'YERRES
91230 MONTGERON

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Isabelle AHLERS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un Lieu d'Écoute d'Accueil et d'Orientation (LEAO) en ruralité Sud Essonne pour femmes victimes de violence

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 8 mars 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Léa Solidarité Femmes qui porte déjà un Lieu d'Écoute d'Accueil et d'Orientation (LEAO) a pour ambition de créer un nouveau LEAO dans le Sud Essonne (Etampes), qui sera à la fois un accueil de jour pour les femmes victimes de violence mais aussi un lieu ressources pour la sensibilisation et la formation des professionnels de santé à la détection et l'accompagnement des femmes victimes de violences sexuelles et sexistes. Des logements d'urgence seront mis à disposition en parallèle de cet accueil de jour.

L'espace sera composé d'un accueil, d'un espace numérique, d'un service domiciliation, d'une cuisine équipée avec laverie, d'une salle d'eau avec espace nurserie, sanitaires et vestiaire.

La subvention régionale est sollicitée pour les travaux, l'aménagement et l'équipement qui profitera à plus de 1 000 franciliennes victimes de violence.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES/Etablissements et services pour femmes en difficultés**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	482 500,00	39,52%
Travaux, études, honoraires et charges afférentes	678 305,00	55,56%
Equipements	60 000,00	4,91%
Total	1 220 805,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	8,19%
Aide privée (Fonds de dotation DAPAT, fondations des Femmes, Brico Dépôt, Entreprise Knauf, Knights of Charity Philanthropic Platform, QUALITEL, fondation Banque Populaire Rives de Paris, Eiffage...)	1 120 805,00	91,81%
Total	1 220 805,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097886 - Accueil de jour - Création d'un lieu d'accueil de jour pour les femmes victimes de violences en milieu rural - Bray-et-Lû (95)

Dispositif : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté (n° 00000711)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-542007-300

Action : 542007016- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	200 112,50 € TTC	49,97 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MOULIN DE PONT RU

Adresse administrative : 2 MOULIN DE PONT-RU
95710 BRAY ET LU

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame CHRISTIANE NICOLAS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un lieu d'accueil de jour pour les femmes victimes de violences en milieu rural

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 1 septembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet d'accueil des femmes et enfants victimes de violences du Moulin de Pont Ru, initié en 2023 avec l'ouverture des Hirondelles, poursuit un objectif général : proposer un accompagnement pluridisciplinaire favorisant la reconstruction et l'insertion socio-professionnelle des femmes en situation de précarité et victimes de violences en milieu rural. Une salle de consultation et une salle d'accueil ont ouvert en juin 2024. L'accroissement du nombre de femmes accompagnées et des besoins grandissants démontrent la pertinence du dispositif mais aussi la nécessité de renforcer sa capacité. Le projet prévoit donc l'aménagement de nouveaux espaces au rez-de-chaussée du Moulin Continent. Les travaux permettront de créer des salles de consultation (psychologiques, conseil juridique, (para)médical), des locaux techniques, des locaux d'accueil du public et des locaux pour l'équipe salariée.

À terme, cet accueil de jour permettra de :

- offrir un lieu ressource sécurisé et pérenne pour les femmes et leurs enfants ;
- renforcer la coordination territoriale pour garantir des parcours fluides et adaptés ;

- proposer un accompagnement global prenant en compte les dimensions psychologiques, psycho-corporelles, (para)médicales, sociales et juridiques ;
- favoriser l'autonomisation et la réinsertion en redonnant confiance, estime et pouvoir d'agir ;
- lutter contre l'isolement et soutenir la reconstruction par des activités collectives.

Le projet vise à accompagner 300 franciliennes victimes de violences et leurs enfants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- BRAY-ET-LU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES/Etablissements et services pour femmes en difficultés

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	200 112,50	100,00 %
Total	200 112,50	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	49,97%
Aide privée (l'Oréal fonds pour les femmes, fondation Nos Epaules et vos Ailes)	80 112,50	40,03%
CAF 95	20 000,00	9,99%
Total	200 112,50	100,00 %

Annexe 7 - Soutien aux innovations sociales

DOSSIER N° EX096951 - Création d'une Maison de la Citoyenneté et de la Solidarité - Antony (92)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-2041412-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	1 200 000,00 € HT	33,33 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANTONY

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92161 ANTONY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Yves SENANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une Maison de la Citoyenneté et de la Solidarité à Antony

Dates prévisionnelles : 3 novembre 2025 - 2 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Fort du constat que les associations de solidarité du territoire, nombreuses et dynamiques, gagneraient en coopération dans l'exercice de leurs missions, la commune d'Antony a proposé aux quatre grandes associations de la Ville (Secours Populaire, Conférence Saint-Vincent-de Paul, Secours Catholique et Croix Rouge) de bâtir des projets communs dont la mise en place d'une nouvelle structure pour leur donner les moyens d'agir de manière concertée. Au final, plus de 80 associations sont concernées.

Afin de favoriser la coopération inter-associatives, la commune a d'ores et déjà mis en place une plateforme numérique de coopération, ainsi que des groupes de travail pour faciliter l'interconnaissance et des actions concertées.

La création de la maison de la citoyenneté et de la solidarité constitue le lieu central et physique de la dynamique lancée. Il s'agit de créer un pôle d'accès aux droits et un pôle d'inclusion numérique, en lien avec la CAF, le CIDFF, Clithéa, l'ADIL, des juristes, des notaires, mais aussi avec la tenue de permanences journalières d'inclusion numérique de la Croix-Rouge, de l'AREA (Accueil, recherche emploi Antony) et de la Fondation Orange.

Ce lieu a également vocation à offrir des accompagnements concertés des personnes précaires, des espaces collectifs d'activités, ainsi que favoriser l'engagement citoyen et solidaire de la population.

Ce projet est innovant puisqu'il permet d'être le point d'entrée unique pour un panel très large de démarches administratives pour les personnes en situation de précarité. Le projet profitera à 5 068 franciliens en situation de précarité.

Localisation géographique :

- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	80 000,00	6,67%
Travaux	1 053 000,00	87,75%
Equipement mobilier et matériel	46 000,00	3,83%
Equipement informatique	15 000,00	1,25%
Autres dépenses d'investissement (achat de modules de la plateforme informatique)	6 000,00	0,50%
Total	1 200 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	400 000,00	33,33%
Fonds propres	800 000,00	66,67%
Total	1 200 000,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096953 - Alimentaire - Création d'une épicerie sociale à destination des personnes en situation de précarité à Fontenay-le-Fleury (78)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-2041482-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	95 840,00 € TTC	50,00 %	47 920,00 €
Montant total de la subvention			47 920,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY LE FLEURY

Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
78330 FONTENAY LE FLEURY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Richard RIVAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la création d'une épicerie sociale à destination des personnes en situation de précarité à Fontenay-le-Fleury

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le CCAS de Fontenay-le-Fleury souhaite faire évoluer son modèle de distribution alimentaire vers une action digne, participative et favorisant l'insertion sociale en créant une épicerie sociale où le public orienté par un travailleur social, pourra venir acheter des produits alimentaires et des produits d'hygiène pour une valeur entre 10 et 30% du prix du marché.

Ce projet sera porté par le CCAS, en partenariat avec deux associations caritatives intervenants déjà sur le territoire : le Secours Catholique et la Croix Rouge. La commune de Fontenay-le-Fleury participe également au projet en mettant à disposition à titre gratuit un local. Le CCAS gèrera la partie administrative et financière de l'épicerie sociale, la commune gèrera le local, ses travaux et les charges courantes, les associations caritatives mettront à disposition des bénévoles pour l'accueil quotidien des bénéficiaires et l'approvisionnement en denrées. L'épicerie devrait à terme accueillir 50 familles bénéficiaires par mois, donc une augmentation de sa distribution.

Des travaux sont nécessaires dans le local qui accueillera l'épicerie afin de le mettre aux normes d'hygiène attendues, de créer un espace de stockage, de mettre aux normes les

sanitaires pour l'accueil de personnes en situation de handicap.
Le CCAS est soutenu par l'ANDES dans ce projet.

Localisation géographique :

- FONTENAY-LE-FLEURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - Investissement	95 840,00	100,00 %
Total	95 840,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	47 920,00	50,00%
Commune et groupement de collectivités (Fontenay-le-Fleury)	47 920,00	50,00%
Total	95 840,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096952 - Numérique - SOLIDATA - Renforcement de l'outil d'analyse de la précarité au service des politiques publiques franciliennes

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20421-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	128 134,00 € TTC	39,02 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLINUM

Adresse administrative : 16 PLACE DES QUINCONCES
33000 BORDEAUX

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Didier JAUBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcement de l'outil d'analyse Solidata au service des politiques publiques franciliennes

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'objectif de ce projet est de fournir des tableaux de bord interactifs pour les décideurs associatifs et politiques, via l'outil SOLIDATA, permettant une analyse en temps réel des besoins alimentaires et de santé des publics précaires. Les fonctionnalités développées en co-construction permettront d'améliorer les politiques publiques, faciliter la coordination entre les acteurs et réduire les délais d'action.

La Région Île-de-France a financé le lancement du solidata et a permis notamment la mise en oeuvre de tableaux de bords interactifs pour l'accès aux droits sur la période des JOP. Aujourd'hui, l'association souhaite développer cet outil sur les sujets de l'accès à l'alimentation et à la santé des personnes précaires en Île-de-France.

Ce projet se décline en plusieurs temps : mise à disposition du tableau de bord sur l'accès à l'alimentation saine et de qualité travaillé l'année précédente, puis dans un second temps, la co-construction avec les acteurs permettant de définir les priorités des thématiques santé, le

cadrage du tableau de bord sur l'accès à la santé physique et mentale pour aboutir à une maquette de tableau de bord sur cette thématique à la fin de l'année.

Ce projet est innovant car il permet d'avoir un état des lieux assez précis et réactualisé régulièrement via de multiples sources concernant les thématiques de solidarités. Il est à destination de plus de 4441 franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	123 134,00	96,10%
Equipement informatique	5 000,00	3,90%
Total	128 134,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	39,02%
Aide privée	72 064,00	56,24%
Région Bretagne	6 070,00	4,74%
Total	128 134,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096948 - Acquisition d'un local pour l'activité départementale du SPF auprès des personnes en situation de précarité - Trappes (78)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	1 107 800,00 € TTC	36,11 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS

Adresse administrative : 25 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER
78190 TRAPPES

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur PASCAL RODIER, Secrétaire général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un local pour l'activité départementale du SPF auprès des personnes en situation de précarité à Trappes

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 1 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le Secours Populaire Français des Yvelines a constaté l'inadéquation de ses locaux, dispersés au sein de plusieurs lieux pour le siège, leur vétusté et l'inadaptation des locaux de stockage avec des coûts de stockage majorés.

Aussi, la fédération des Yvelines souhaite acquérir un nouveau local pour abriter l'ensemble des entités du siège (administratif et animation territoriale, salles de réunion adaptées à la préparation des activités et aux formations des bénévoles) et un espace de stockage suffisant pour les denrées alimentaires, non alimentaires et matérielles. Le local de 2000 m2 se situe dans la zone industrielle de Trappes Elancourt et doit faire l'objet de travaux d'aménagement nécessaires pour accueillir ces activités pour l'ensemble des entités du SPF des Yvelines.

Le projet est innovant du fait de la mobilisation des bénévoles dans le cadre du projet, des économies substantielles en matière de stockage réalisées. Une meilleure organisation de l'activité départementale, au regard de la forte augmentation des produits distribués, se

déployera également. Ce projet bénéficiera à 13 000 franciliens en situation de précarité et bénévoles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncières et charges afférentes	946 000,00	85,39%
Travaux	58 600,00	5,29%
Equipement mobilier et matériel	37 000,00	3,34%
Véhicules	10 200,00	0,92%
Autres dépenses d'investissement (pompes à chaleur)	56 000,00	5,06%
Total	1 107 800,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	400 000,00	36,11%
Département	50 000,00	4,51%
Emprunt	635 000,00	57,32%
Fonds propres/produits d'exploitation	22 800,00	2,06%
Total	1 107 800,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096949 - Aménagement de l'espace collectif et création d'un espace informatique pour le public vulnérable - Paris 18e

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	16 005,00 € TTC	49,98 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PFP LES PETITS FRERES DES PAUVRES

Adresse administrative : 19 CITE VOLTAIRE
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Anne GENEAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement de l'espace collectif et la création d'un espace informatique pour le public vulnérable

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Dans le cadre de son accompagnement vers le logement, l'association des petits frères des pauvres soutient le public sénior en situation d'isolement et de grande précarité dans ses démarches administratives et sociales, l'aide dans les gestes du quotidien et dans l'acquisition de repères.

Dans ce cadre, l'association souhaite aménager la cuisine et un espace informatique afin de permettre la mise en oeuvre d'ateliers collectifs en vue de rompre l'isolement et de faciliter le travail d'accompagnement engagé.

Ce projet bénéficiera à 150 séniors en situation de précarité. Le projet est innovant car les bénéficiaires sont au cœur de la démarche dans une logique de co-construction avec des ateliers concrets pour trouver des solutions face à des besoins du quotidien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	5 855,00	36,58%
Equipement mobilier et matériel	10 150,00	63,42%
Total	16 005,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	8 000,00	49,98%
Ministère	8 005,00	50,02%
Total	16 005,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097417 - Equipement et travaux des locaux du Secours Catholique de Pontoise et Franconville (95) accueillant des franciliens en situation de précarité

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	17 314,00 € TTC	50,00 %	8 657,00 €
Montant total de la subvention			8 657,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECOURS CATHOLIQUE

Adresse administrative : 106 RUE DU BAC
75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Didier DURIEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : équipement et des travaux des locaux du Secours Catholique de Pontoise et Franconville qui accueillent des franciliens en situation de précarité

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Des travaux doivent être réalisés dans des locaux utilisés par deux équipes du Secours Catholique du Val d'Oise : à Pontoise, des travaux de rénovation de la toiture et à Franconville des travaux d'aménagement pour l'installation de l'équipe.

Le cœur de l'action du Secours Catholique se situe dans ces lieux d'accueil où près de 100 000 personnes sont accueillies et accompagnées inconditionnellement par des bénévoles. Des temps collectifs et un accompagnement individuel y sont proposés, avec des spécialisations en fonction des équipes (accès aux droits, au logement ou au travail, domiciliation, accès digne à l'alimentation, apprentissage du français...). Ces locaux sont des établissements recevant du public (ERP) et doivent être aux normes de sécurité incendie et d'accessibilité.

A Pontoise, la nécessité de rénover la toiture s'impose afin de préserver l'accueil pour les personnes en situation de précarité. Cette infrastructure accompagne quotidiennement environ 70 personnes sans domicile fixe ou isolées, nécessitant des conditions d'accueil

dignes et sécurisées, soit environ plus de 210 personnes par semaine.

A Franconville en 2024, l'équipe a accompagné 60 familles (soit 170 personnes) à travers différentes activités hebdomadaires. Face à la demande croissante l'équipement du nouveau local va permettre de regrouper et d'améliorer les activités existantes tout en développant de nouvelles actions (ateliers lecture, cuisine, jardinage).

Ce projet est innovant car il prend en compte les besoins de sécurité et d'un accueil chaleureux et confortable pour les publics en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2026

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - Investissement	7 214,00	41,67%
Equipement mobilier et matériel - Investissement	10 100,00	58,33%
Total	17 314,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	8 657,00	50,00%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service)	8 657,00	50,00%
Total	17 314,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097418 - Rénovation des locaux de la fédération du Val d'Oise du Secours Populaire Français (95)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	25 272,00 € TTC	50,00 %	12 636,00 €
	Montant total de la subvention		12 636,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION DU VAL D'OISE SECOURS POPULAIRE FRANCAIS (SPF)

Adresse administrative : 4 RUE DE L INDUSTRIE
95310 SAINT-OUEN-L'AUMONE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Bruno CONTY, Secrétaire général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation des locaux de la fédération du Val d'Oise du Secours Populaire Français

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 30 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet du SPF du Val d'Oise consiste en la réalisation de travaux de rénovation du siège, en particulier liés à l'éclairage afin d'améliorer les conditions d'accueil et le confort du public en situation de précarité accueilli dans les locaux mais aussi les conditions de travail des bénévoles oeuvrant pour la fédération.

Ainsi 1 700 franciliens en situation de précarité verront leurs conditions d'accueil améliorées. Ce projet est innovant puisqu'il permet d'améliorer l'accueil des publics fragilisés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-L'AUMONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - (prestataire et équipement)	25 272,00	100,00 %
Total	25 272,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	12 636,00	50,00%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes, marchandises...)	12 636,00	50,00%
Total	25 272,00	100,00 %